



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 3 avril 2008

## **OMC: Pas d'adaptation du mandat!**

**L'Union suisse des paysans (USP) s'oppose au projet du Conseil fédéral d'assouplir le mandat de négociation de la délégation suisse à l'OMC. Pour éviter d'affaiblir davantage encore l'agriculture indigène, il ne faut en aucun cas étendre le mandat de la délégation suisse aux négociations. S'attendant à une éventuelle réunion ministérielle à Genève, l'USP et d'autres organisations agricoles envisagent d'y organiser une importante manifestation.**

Plus les négociations du cycle de Doha avancent et plus les ambitions de l'OMC en matière de libéralisation augmentent. A ce jour, leur niveau dépasse de loin ce que l'agriculture suisse peut supporter. Mais dans d'autres domaines tels que les services, les directives, les indications de provenance, le commerce/environnement ou encore la facilitation du commerce, les négociations stagnent. S'agissant des biens industriels, les objectifs ont été continuellement revus à la baisse, et l'industrie suisse n'a presque plus rien à gagner de l'éventuelle conclusion du cycle de Doha.

Pour justifier l'immense ambition manifestée dans le secteur agricole, il est dit que le cycle de Doha doit favoriser le développement et donc les pays pauvres. Mais la proposition actuelle de l'OMC met en danger l'agriculture de nombreux pays du globe et, pour la moitié de la population mondiale qui vit surtout dans les régions rurales des pays en développement, des conséquences désastreuses sont toutes programmées. Mises en concurrence avec des exploitations industrielles et les grandes sociétés transnationales, les exploitations familiales seraient dans l'impossibilité de survivre. La nature y perdrait aussi, car les exploitations familiales garantissent une production durable, respectant l'environnement et le bien-être animal.

Une coalition d'organisations agricoles représentant plus de 165 millions de paysans de tous les continents a approuvé une déclaration commune par laquelle ces organisations s'opposent à l'instauration de règles commerciales minant la multifonctionnalité de l'agriculture et exclusivement axées sur l'exportation. Rappelons que seuls 10 % des denrées alimentaires produites dans le monde sont dirigées sur le commerce international!

L'Union suisse des paysans lutte pour l'instauration de règles correctes et transparentes au niveau du commerce international. Les conditions présentées dans le projet de février 2008 prévoient une réduction massive de la protection douanière dont bénéficient les produits agricoles. Leur approbation ferait grimper les importations à une vitesse record, si bien que les paysans indigènes n'obtiendraient plus sur le marché, pour leurs denrées de qualité produites selon les principes de l'agriculture durable, des prix couvrant les frais de production. Le revenu agricole, aujourd'hui déjà très bas, chuterait encore. Cette baisse pourrait atteindre jusqu'à 60 % et, associée à l'augmentation des frais de production déjà élevés, rendrait impossible toute production économiquement rentable.

Une organisation internationale telle que l'OMC n'a pas le droit de placer les intérêts de quelques puissants exportateurs de produits agricoles au-dessus de ceux de la majorité des membres de la communauté internationale. Avec des unions paysannes du monde entier, l'Union suisse des paysans lutte pour un résultat offrant des perspectives d'avenir aux paysans. Se préparant à l'éventuelle tenue d'une réunion ministérielle à Genève, l'USP et d'autres fédérations paysannes envisagent, pour se faire entendre, d'y organiser une manifestation de grande ampleur.

### *Renseignements:*

*Heidi Bravo, responsable division International, portable 078 681 86 06*

*Sandra Helfenstein, porte-parole, portable 079 826 86 75*

*[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*